



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 28 septembre 2010

CONTENU

Politique commerciale américaine

TPP : Une approche flexible pour faire avancer les négociations1
Le Congrès va de l'avant avec son projet de loi sur la manipulation du taux de change .2

Normes du travail

Le conflit entre les États-Unis et le Guatemala3

Études économiques et articles connexes4

Politique commerciale américaine

TPP : Une approche flexible pour faire avancer les négociations

Des rencontres ont eu lieu, la semaine dernière, entre les négociateurs du *Partenariat transpacifique* (TPP) en vue de la troisième ronde de négociations de l'Accord qui aura lieu à Brunei du 4 au 8 octobre prochain. Les participants se sont entendus sur une approche flexible quant aux modalités de négociations d'ouverture des marchés de biens. C'est que des divergences de taille sont apparues entre les États-Unis d'un côté, l'Australie et la Nouvelle-Zélande de l'autre. Les États-Unis souhaitent négocier de façon bilatérale avec les participants avec qui ils n'ont pas d'ALE, soit le Sultanat du Brunei, la Nouvelle-Zélande et le Vietnam. Ils sont aussi réticents à accorder de nouvelles concessions aux participants avec qui ils ont déjà un ALE. L'Australie et la Nouvelle-Zélande souhaitent de leur côté adopter une approche multilatérale, où les listes de concessions tarifaires seraient uniformes. L'Australie insiste pour que les États-Unis offrent des concessions supplémentaires pour le sucre. Afin d'éviter que les discussions ne soient paralysées par des questions structurelles, les parties ont convenu qu'elles continueraient selon un modèle hybride, les participants étant libres de proposer leurs offres de façon bilatérale ou multilatérale. Cette décision s'explique en partie par l'empressement des États-Unis à en arriver à un accord. Elle pourrait avoir comme conséquence l'établissement de listes de concessions tarifaires multiples qui nécessiteraient un système complexe d'identification des importations. Malgré un rythme accéléré, les négociateurs auront cependant fort à faire pour compléter l'Accord avant la prochaine réunion du groupe de *Coopération économique pour l'Asie-Pacifique* (APEC), prévue en novembre 2011 à Hawaii.

Lors de la troisième ronde de négociations, les États-Unis devraient présenter un texte préliminaire portant sur le marché des services, texte basé sur le modèle de *l'Accord de libre-échange entre la Corée et les États-Unis* (ALE KORUS), ainsi qu'un texte incomplet sur la protection des DPI, basé sur *l'Accord commercial anticontrafaçon* (ACAC). Une série de propositions informelles devraient aussi circuler sur les questions des mesures phytosanitaires, des télécommunications, du commerce électronique et de la protection des forêts et des milieux marins. Les sujets sensibles comme les normes du travail, la protection environnementale et les mesures compensatoires ne devraient pas y être abordés.

La Malaisie et le Canada, qui souhaitent joindre le TPP, participaient aux rencontres de la semaine dernière. La Malaisie assistera de façon informelle à la ronde du Brunei et devrait par la suite devenir le neuvième État participant aux discussions. Le Canada, par contre, ne semble pas



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 28 septembre 2010

prêt à joindre les discussions. La politique de gestion de l'offre agricole canadienne apparaît comme le principal obstacle technique à sa participation au TPP.

Sources : Jamie Strawbridge, « TPP Countries Reach Initial 'Deal' On How To Handle Market Access Talks », *Inside US Trade*, vol. 28, no. 37, 24 septembre 2010. « U.S. To Table Services, IPR Texts, 'Elements Papers' At Next TPP Round », *Inside US Trade*, vol. 28, no. 37, 24 septembre 2010.

Le Congrès va de l'avant avec son projet de loi sur la manipulation du taux de change

La Chambre des représentants votera cette semaine sur une version amendée du projet de loi H.R. 2378, *réforme des changes pour favoriser le commerce loyal (Currency Reform for Fair Trade Act)*. La décision d'aller de l'avant avec le projet de loi fait suite aux audiences que le comité des Voies et Moyens a tenues les 15 et 16 septembre derniers.¹ Le projet de loi a été réformé de façon à respecter les obligations des États-Unis envers les Accords de l'OMC. Grâce à cette modification, il a reçu l'appui du leader de la minorité républicaine (*ranking minority member*) au comité sur les Voies et Moyens, Dave Camp (R-MI), ce qui devrait lui assurer un appui bipartite important lors du vote. Contrairement à l'ancienne version, la nouvelle version du projet de loi n'obligera pas le département du Commerce à reconnaître qu'une devise sous-évaluée représente automatiquement une subvention illégale à l'exportation. Il assouplira cependant les critères qui permettent de prouver le lien causal entre la sous-évaluation d'une devise et la perte de marché subie par une entreprise américaine. Dans l'état actuel de la législation, il est extrêmement difficile pour une entreprise de prouver ce lien.² Malgré la rencontre du 23 septembre entre le président Obama et le premier ministre chinois Wen Jiabao, rencontre durant laquelle la question de la politique de change de la Chine a été abondamment discutée, l'Administration américaine n'a pas annoncé qu'elle opposerait son veto au projet de loi.



Président du comité des Voies et Moyens, Sander Levin (D-MI)

« Le projet de loi devant nous aujourd'hui clarifie que des tarifs compensatoires peuvent être imposés afin de limiter les effets d'une devise sous-évaluée. »

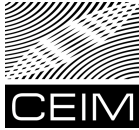
– Sander Levin (D-MI), communiqué de presse, 24 septembre 2010.

Pour consulter la page du comité des Voies et Moyens consacrée au projet de loi sur la *réforme des changes pour favoriser le commerce loyal (Currency Reform for Fair Trade Act (H.R. 2378))*, voir : Comité des Voies et Moyens <http://waysandmeans.house.gov/press/PRArticle.aspx?NewsID=11356>

Sources : Comité sur les Voies et Moyens, « Chairman Levin's Opening Remarks at Markup of China Currency Legislation », *press release*, 24 septembre 2004, en ligne : Ways and Means <http://waysandmeans.house.gov/press/PRArticle.aspx?NewsID=11355> Mark Drajem, « China Currency Measure Set for Vote in U.S. House », *Bloomberg*, en ligne : Bloomberg <http://www.bloomberg.com/news/print/2010-09-24/china-currency-measure-heads-for-house-vote-after-panel-approval.html> « House Leadership Plans Floor Vote On Currency Bill Next Week », *Inside US Trade*, vol. 28, no. 37, 24 septembre 2010.

¹ Voir l'article correspondant dans la [Chronique commerciale américaine du 23 septembre](#).

² Voir l'article correspondant dans la [Chronique commerciale américaine du 15 septembre](#).



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 28 septembre 2010

Normes du travail

Les implications potentielles du conflit opposant les États-Unis et le Guatemala

Le 30 juillet 2010, les États-Unis ont demandé au Guatemala d'entamer des procédures de consultation dans le cadre de l'Accord de libre-échange avec l'Amérique centrale (ALÉAC ou CAFTA-DR en anglais) en lien avec des violations présumées des clauses sur les droits des travailleurs incluses dans l'ALE. Les États-Unis reprochent à l'État d'Amérique centrale de ne pas appliquer ses propres normes du travail. En conséquence, les entreprises localisées au Guatemala jouiraient d'un avantage commercial indu. Des rencontres entre les parties ont eu lieu les 8 et 9 septembre derniers dans la ville de Guatemala. Tout porte à croire qu'à la suite de ces discussions, les États-Unis porteront l'affaire devant la commission de l'ALÉAC. Ils pourraient bien créer un précédent important en demandant un arbitrage conformément aux dispositions de l'article 16 de l'Accord portant sur les normes du travail. Ces démarches pourraient mener à des sanctions commerciales contre le Guatemala. Ce serait la première fois que des sanctions se verraient appliquées par les États-Unis en raison de violations des clauses sur le travail dans un ALE.

Rappelons que la procédure de consultation a été engagée par le bureau du représentant américain au Commerce (USTR) suite au dépôt, en avril 2008, d'une plainte faite par un regroupement de syndicats américains et guatémaltèques au bureau du Commerce et du Travail (*Office of Trade and Labor Affairs* (OTLA)) du département du Travail. Les preuves accumulées par la coalition syndicale, menée par l'AFL-CIO, sont accablantes et les violations des normes du travail nationales ont été entérinées par le département du Travail américain dans un rapport publié en janvier 2009. La liste détaillée des violations est exhaustive et s'étend du harcèlement des travailleurs syndiqués au travail illégal des enfants, en passant par le refus de payer les charges patronales au régime de pension obligatoire de l'État. L'USTR les a regroupés en trois catégories de déficiences majeures. Le ministère du Travail guatémaltèque n'a pas, ou a échoué à : (1) enquêter sur de prétendues violations des lois du travail ; (2) appliquer les sanctions prévues lorsque des violations des lois du travail ont été constatées ; (3) s'assurer que les condamnations en justice de violations des lois du travail ont été appliquées.

Bien que l'ALÉAC ne permette que l'application de sanctions commerciales limitées, à hauteur de 15 millions de \$ É-U par année, celles-ci créeraient un précédent important. Le choix de n'engager que maintenant les procédures formelles alors que la plainte remonte à avril 2008 s'explique, en partie, par un intérêt électoraliste. C'est qu'à l'approche des élections de mi-mandat, les démocrates au pouvoir cherchent à consolider leurs appuis auprès des syndicats.

« [...] il apparait que le gouvernement du Guatemala ne respecte pas ses obligations au terme de l'article 16.2.1 [de l'ALÉAC] relativement à l'application effective de ses normes du travail en ce qui concerne le droit d'association, le droit de négocier collectivement et l'application de conditions de travail minimales. »

– Lettre de l'ambassadeur Ron Kirk et de la secrétaire au Travail Hilda Solis au Guatemala, 30 juillet 2010.

« En mettant l'emphase sur l'application d'accords en vigueur [l'Administration] accroît sa crédibilité comme défenseur des intérêts commerciaux et économiques américains, et renforce aussi peut-être sa capacité à négocier de nouveaux ALE. »

– I. M. Destler, New York Times, 30 juillet 2010.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 28 septembre 2010

Aussi, l'imposition de sanctions liées aux normes du travail accroîtrait la crédibilité de l'Administration auprès du Congrès. L'Administration a d'ailleurs annoncé son intention d'aller de l'avant avec les ALE conclus par l'Administration Bush avec Panama, la Colombie et la Corée du Sud, mais rencontre une résistance de la part d'élus démocrates soucieux de voir des dispositions encadrant des normes du travail et environnementales sévères y être inclus. Le cas du Guatemala démontre ainsi que les dispositions reliées aux normes du travail dans ces ALE ne sont pas que cosmétiques, elles sont applicables. Sur le plan extérieur l'Administration Obama, qui tente d'accroître significativement les exportations américaines³, met aussi de l'avant, dans sa stratégie commerciale, le concept de la concurrence sur pied d'égalité (*level playing field*). En obligeant leurs partenaires commerciaux à respecter les normes du travail minimales prévues dans les ALE, les États-Unis veulent jouer sur les deux fronts à la fois : faire avancer l'idée de commerce responsable d'un côté, et lutter contre toute forme de concurrence déloyale liée à l'affaiblissement des lois du travail de l'autre. Cette stratégie lui permet d'infléchir les politiques commerciales de ses partenaires, de se démarquer de l'Administration Bush et surtout, de justifier l'imposition de sanctions commerciales ou de mesures compensatoires sans pour autant être qualifiée de protectionniste.

Les intérêts politiques en jeu dans cette affaire, ajoutés à la solidité des preuves de violations des normes du travail guatémaltèques, portent à croire que l'Administration Obama tentera de créer un précédent avec le cas du Guatemala. En Amérique latine seulement, de nombreux partenaires des États-Unis font piètre figure au niveau de l'application de leurs normes du travail malgré les nombreux programmes de coopération technique et financière, et pourraient être les prochaines cibles dans la mire du gouvernement américain. La Colombie au premier chef, où des dizaines de syndicalistes sont tués chaque année et avec qui les États-Unis ont conclu un ALE. Aussi, le Honduras, où 12 leaders syndicaux ont été assassinés et où les droits civils ont été largement suspendus depuis l'arrivée au pouvoir controversée, en 2009, du gouvernement de Porfirio Lobo Sosa. Sans oublier le Mexique, troisième partenaire commercial des États-Unis, qui dépend du marché américain pour écouler sa production manufacturière, où les conditions de travail sont souvent médiocres. Reste à voir quelle sera l'étendue des sanctions imposées contre le Guatemala et si celles-ci serviront à faire pression sur d'autres partenaires pour les pousser à modifier leurs politiques commerciales. À suivre.

L'USTR présente une page thématique sur le conflit qui inclut le rapport de l'AFL-CIO, voir : USTR

<http://www.ustr.gov/trade-topics/labor/bilateral-and-regional-trade-agreements/guatemala-submission-under-cafta-dr>

Pour consulter le rapport réalisé par l'OTLA, voir : Department of Labor

<http://www.dol.gov/ilab/media/reports/otla/20090116Guatemala.pdf>

Sources : Alexander Brockweihl, « Obama's Hard Stance on Guatemalan Labor: A Monumental Step for Labor Rights or Mere Political Maneuvering? », *Council on Hemispheric Affairs*, 23 août 2010, en ligne : COHA

<http://www.coha.org/obama%E2%80%99s-hard-stance-on-guatemalan-labor-a-monumental-step-for-labor-rights-or-mere-political-maneuvering/> ICTSD, « Targeting Guatemala, US Launches First-Ever Labour Rights Dispute Under an FTA », *Bridges Weekly Trade News Digest*, vol 14, no. 29, 4 août 2010, en ligne : ICTSD

<http://ictsd.org/i/news/bridgesweekly/82084/> Sewell Chan, « U.S. Plans Trade Complaint Against Guatemala », *New York Times*, 30 juillet 2010, en ligne : New York Times

<http://www.nytimes.com/2010/07/31/business/global/31trade.html?src=busln>

³ Voir à ce sujet l'article sur l'Initiative nationale pour les exportations (INE) dans la [Chronique commerciale américaine du 2 février 2010](#).



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 28 septembre 2010

Études économiques et articles connexes

Cette semaine dans l'actualité :

«Taiwan, U.S. likely to resume TIFA talks soon: U.S. scholars », *Focus Taiwan*, 23 septembre 2010, en ligne : Focus Taiwan

http://focustaiwan.tw/ShowNews/WebNews_Detail.aspx?Type=aALL&ID=201009230010

Doug Palmer, « Congress to move on China currency bill », *Reuters*, 22 septembre 2010, en ligne : Reuters <http://www.reuters.com/article/idUSTRE68L5K120100922?pageNumber=1>

Feiwen Rong, «China to Levy Anti-Dumping Duty on U.S. Poultry, Ministry of Commerce Says », *Bloomberg*, 26 septembre 2010, en ligne : Bloomberg <http://www.bloomberg.com/news/2010-09-26/china-to-levy-anti-dumping-duty-on-u-s-poultry-ministry-of-commerce-says.html>

Ian Swanson, « House to vote next week on China currency », *The Hill*, 24 septembre 2010, en ligne : <http://thehill.com/blogs/on-the-money/international-taxes/120821-house-to-vote-next-week-on-china-currency>

Kaitlin Mara, « ACTA Negotiators Still Aiming For Agreement By Year's End », *Intellectual Property Watch*, 25 septembre 2010, en ligne : IPW <http://www.ip-watch.org/weblog/2010/09/25/acta-negotiators-still-aiming-at-completion-by-year%E2%80%99s-end/#more-12478>

Kyodo News, « Ohata eyes multilateral Asia FTA », *Japan Times*, 22 septembre 2010, en ligne : Japan Times <http://search.japantimes.co.jp/cgi-bin/nb20100922a5.html>

Paul Eckert et Steve Holland, « Obama asks Wen for more action on yuan », *Reuters*, 23 septembre 2010, en ligne : Reuters <http://uk.reuters.com/article/idUKTRE68M09H20100923?feedType=RSS&feedName=everything&virtualBrandChannel=11708>

Wei Gu, « U.S. yuan raid idea is fascinating but flawed », *Reuters*, 21 septembre 2010, en ligne : Reuters <http://blogs.reuters.com/columns/2010/09/21/u-s-yuan-raid-idea-is-fascinating-but-flawed/>

William New, « Ambassadors Meet Outside WTO To Discuss TRIPS Negotiations », *Intellectual Property Watch*, 24 septembre 2010, en ligne : IPW http://www.ip-watch.org/weblog/2010/09/24/ambassadors-meet-outside-wto-to-discuss-trips-negotiations/?utm_source=post&utm_medium=email&utm_campaign=alerts

Études économiques et commerciales : Le cabinet pour la promotion des exportations a publié la semaine dernière son premier rapport sur les avancées et les stratégies adoptées dans le cadre de l'initiative nationale pour les exportations (INE). Le groupe de réflexion américain *Carnegie Endowment for International Peace* (CEIP) a récemment publié une étude digne de mention qui analyse les avancés en matière de développement régional d'ALE. Nous avons aussi inclus une courte note de recherche sur le concept de rééquilibrage économique, très en vogue en ce moment



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 28 septembre 2010

dans le discours économique américain. Les pays en développement ont-ils fait leur part pour permettre une reprise au sein des économies développées?

« Report to the President on the National Export Initiative », *Export Promotion Cabinet*, septembre 2010, en ligne : White House http://www.whitehouse.gov/sites/default/files/nei_report_9-16-10_full.pdf

Alejandro Foxley, «Regional Trade Blocs: The Way to the Future? », *Carnegie Endowment for International Peace*, septembre 2010, en ligne: CEIP <http://www.carnegieendowment.org/publications/index.cfm?fa=view&id=41580>

Uri Dadush, « The Global Rebalancing Mirage », *Carnegie Endowment for International Peace*, septembre 2010, en ligne: CEIP <http://carnegieendowment.org/publications/index.cfm?fa=view&id=41567>

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et rédaction : David Dagenais

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca

